



Les L'Haÿssiens ont pris la parole

LA VILLE A SAISI L'OPPORTUNITÉ DE PARTICIPER AU GRAND DÉBAT NATIONAL SOUHAITÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN ORGANISANT, LES 4 ET 16 FÉVRIER, DES ATELIERS PARTICIPATIFS. MOBILISATION MASSIVE, PLUS DE 300 L'HAÏSSIENS ONT PRIS PART À CET EXERCICE DE DÉMOCRATIE LOCALE ET D'EXPRESSION DIRECTE POUR RÉFLÉCHIR ENSEMBLE À LA MANIÈRE D'AMÉLIORER LE PAYS. L'OCCASION POUR EUX DE DÉBATTRE SUR DES THÉMATIQUES ESSENTIELLES ET FAIRE VALOIR LEURS PROPOSITIONS ET IDÉES.

À L'Haÿ-les-Roses, les habitants avaient beaucoup à dire. À partir des questionnaires officiels élaborés par le gouvernement autour des quatre grands thèmes versés au Grand Débat - transition écologique, démocratie et citoyenneté, services publics et organisation de l'État, fiscalité et dépenses publiques - les L'Haÿssiens ont fait part de leurs remarques et propositions, dans le cadre d'échanges très nourris. Très impliqués, ils ont avant tout exprimé, vis-à-vis du gouvernement, un besoin d'écoute, de transparence, de simplicité, d'explications et de pédagogie. Ce qu'il faut retenir.

Fiscalité : transparence, information et justice

Dans l'ensemble, les participants comprennent et acceptent l'impôt en tant que base du modèle social français, même s'ils le trouvent parfois trop lourd. Ils ont cependant souvent un sentiment d'injustice ou d'incompréhension face à la fiscalité et aux taxes. Ils souhaitent un système plus lisible, plus transparent, mieux expliqué dans lequel le gouvernement fasse preuve de pédagogie. Quelques attentes fortes apparaissent : une simplification de l'impôt avec une présentation concrète de son utilisation, une généralisation de l'impôt sur le revenu qui devrait

être payé par tous - même symboliquement - quelles que soient ses ressources. La multiplication des taxes - et plus particulièrement la hausse de la CSG (Contribution sociale généralisée) pour les retraités et la TVA - est très mal vécue ainsi que la suppression de l'Impôt sur la Fortune (ISF). Nombre d'entre eux souhaiteraient revoir le fonctionnement de la TVA et de la CSG.

Transition écologique : avis divisés sur l'augmentation des taxes sur le diesel

Ces ateliers-débats ont fait émerger un fort clivage sur la question de l'acceptabilité de l'augmentation des taxes sur le diesel. À cette question, qui est à l'origine de la mobilisation des gilets jaunes, 50% des participants estiment que cette hausse est justifiée tandis que 50% y sont opposés.

Ils souhaitent avant tout être entendus et pouvoir « participer » aux décisions prises par le gouvernement.

Concernant la transition énergétique, les gestes quotidiens sont bien intégrés (tri, déplacements à pied, à vélo, en transports en commun). Les participants souhaitent davantage de pédagogie et d'information auprès du plus grand nombre afin de développer la « citoyenneté écologique » et cette prise de conscience que chacun a un rôle à jouer.

Pour renforcer l'efficacité des politiques menées, il est proposé dans les conclusions de ces deux ateliers-débats de développer à la fois des incitations et l'accompagnement des Français vers la transition énergétique, de sanctionner les pollueurs et de taxer les importations de produits qui ne respectent pas les normes environnementales.

Démocratie et citoyenneté : proximité et concertation

Les réponses aux questionnaires démontrent qu'il n'y a pas de défiance de la part des citoyens à l'égard de leurs élus. Arrivent en tête des « élus préférés », le Maire et les conseillers municipaux, suivis des conseillers départementaux, régionaux et intercommunaux.

C'est donc la proximité qui prime. Majoritairement, les participants souhaitent simplifier le « mille-feuille administratif » et reconnaissent volontiers ne pas nécessairement savoir « qui fait quoi ». Par ailleurs, ils leur tiennent à cœur de conserver la proximité rencontrée avec leurs élus municipaux. Pour autant, ils sont demandeurs de concertation, de possibilité d'expression et de débats, ce qui traduit un dynamisme démocratique local. Sur des questions clés comme celles du vivre-ensemble et de la laïcité, ils aspirent à ce que la loi s'applique à tout le monde et partout et pas nécessairement qu'une nouvelle loi soit votée chaque fois qu'un fait divers le justifie. L'intégration, l'apprentissage de la langue française et l'importance de la formation sont également pour eux des éléments clés de la citoyenneté, au

CE QU'ILS EN PENSENT

CAMILLE E.

« Même si je n'ai que 17 ans, je me sens concernée par tout ce qui passe autour de moi. Comme tous les autres participants, j'ai souhaité tout simplement saisir cette opportunité qui m'a été offerte pour faire partager mes idées. Ces ateliers sont une belle image de la République. On se sent utile et écouté. »



NICOLE T.

« L'organisation de ces ateliers est un vrai plus pour pouvoir porter nos dires en haut lieu. J'espère que cette démarche sera suivie de faits ».



GIANCARLO A.

« Quels que soient notre âge et nos parcours, nous avons pu échanger et confronter nos points de vue, parfois divergents, dans le calme et la convivialité. Cette organisation sous forme de tables rondes nous a permis à tous de nous exprimer ».



IGOR G.

« Ces ateliers nous offrent enfin l'occasion de nous exprimer plutôt que de subir toutes les décisions prises par l'État. Ici, les élus ont joué le jeu. Ce n'est pas le cas dans toutes les villes ».



PATRICK G.

« L'organisation de débats permet de canaliser toute cette énergie ambiante et de poser sur le papier, dans le calme et la non-violence, nos revendications. C'est plus constructif que de provoquer des émeutes dans les villes et bloquer des ronds-points en province. Je suis très attaché aux valeurs républicaines ».



même titre que l'engagement citoyen, le bénévolat et les contreparties liées aux allocations et aides sociales diverses qui ont fait débat au niveau national ces dernières semaines.

Services publics et organisation de l'État : des services publics plus proches et humains

Pour les participants, les services publics doivent évoluer pour tenir compte des contraintes financières de l'État, de l'évolution des technologies mais aussi de la nécessité de rester proches des gens et permettre à chacun d'y recourir. À cet égard, la généralisation des démarches dématérialisées (via internet), même si elle est comprise, n'est pas nécessairement accessible à tous. Une présence humaine reste donc indispensable à leurs yeux pour permettre à ceux qui n'ont pas internet ou qui ne savent pas s'en servir d'accéder aux services publics. Pour cela des évolutions sont envisagées et acceptées par les participants aux ateliers, comme la polyvalence des agents, la mise en place des guichets uniques, le regroupement des services publics ou la mise en œuvre de services publics itinérants.

Ce qui pèse le plus, selon eux, c'est l'éloignement des services publics, leur « déshumanisation » et le besoin de lien. La baisse des dépenses publiques et la réduction du nombre de fonctionnaires sont comprises mais elles doivent être compensées par une plus grande proximité et une simplicité des procédures.

Les participants reconnaissent à cet égard que certaines administrations ont su se réformer considérablement comme les services fiscaux ou la sécurité sociale mais que d'autres restent encore trop complexes et inadaptées et nécessitent une véritable remise à plat : la Poste, l'hôpital, la justice.

QUE DEVIENNENT LES DOLÉANCES ?

Les feuillets de doléances mis à la disposition des L'Haÿssiens par la Ville en mairie et relais mairie ainsi que les retranscriptions des deux ateliers-débats ont été transmis à la Préfecture du Val-de-Marne. Une copie de l'ensemble de ces documents a été adressée à la Bibliothèque nationale de France pour numériser les milliers de pages manuscrites rédigées par les Français ces dernières semaines. C'est alors que débutera l'analyse des cahiers sur le fond pour en restituer les grandes tendances et les propositions.

Les conclusions seront transmises à la mission Grand Débat courant mars.

CE QU'ILS EN PENSENT

MARC G.

« Participer à ce débat me légitime pour critiquer de manière positive ou négative le gouvernement. J'espère que ce Grand Débat sera utile et que la montagne n'accouchera pas d'une souris ».



AUDREY G.

« Il faudrait dupliquer ce type de débat dans toutes les mairies et l'organiser au moins une fois par an pour remédier à toutes ces années de non-dit. Les échanges ont été riches et bienveillants, malgré des points de vue parfois très différents. En revanche, j'ai trouvé le questionnaire élaboré par le gouvernement trop cadré et les questions pas assez ouvertes ».



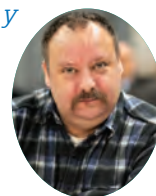
NOÉMIE G.

« Il serait bien vu que cette démarche se généralise afin de convier la population à s'exprimer plus fréquemment sur tous les sujets. Les besoins des Français seraient ainsi davantage en adéquation avec les décisions prises par les politiques ».



PHILIPPE L.

« Cette concertation aurait dû voir le jour il y a au moins 15 ans. Je ne supporte plus de voir tous ces gens qui souffrent autour de moi et qui ont du mal à boucler leur fin de mois. Il est grand temps que l'État prenne ses responsabilités ».



ALAIN L.

« Les échanges ont été fluides et respectueux. Grâce à ce format intimiste, les plus timides ont osé prendre la parole et les plus bavards ne l'ont pas monopolisée ! ».



Les L'Hayssiens s'adressent au Président

Spécificité L'Hayssienne, chaque participant a eu la possibilité de formuler une question personnelle au Président de la République, qui a été consignée et transmise avec les feuillets de doléances.

À partir de combien est-on considéré « riche » quand on est propriétaire de son logement (IFI) ? • Réorganisation de la collecte des impôts et répartition vers les collectivités • Pourquoi n'existe-t-il pas en France de véritable peine de perpétuité ? • Réintroduction de la 1/2 part pour les veufs/veuves • Revenir sur l'augmentation de la CSG pour les retraités ? • Pourquoi ne pas basculer toutes les aides liées à l'achat d'un véhicule sur les véhicules électriques ? • Pourquoi au bout de 2 ans, revenez-vous vers nous pour savoir ce qu'il faut faire ? • Faire un effort de pédagogie/ transparence sur l'impôt et la fiscalité • Combien de temps pensez-vous pousser l'hypocrisie à propos de l'écologie alors que c'est le système capitaliste qui pose problème (obsolescence programmée) ? • Quand cesserez-vous de mépriser les retraités ? • Pourquoi la retraite est-elle calculée par points alors que ces derniers sont dévalués en permanence ? • Comptez-vous vous représenter ? • Pourquoi ne parlez-vous pas du plan de dépeuplement de l'hydrogène ? • Comment utilise-t-on l'argent public ? • Comment rendre l'administration française plus efficace tout en luttant contre le gaspillage ? • Pouvez-vous supprimer le statut des fonctionnaires ? • Pouvez-vous imposer la mobilité dans la Fonction publique ? • Pouvez-vous transformer le secrétariat d'État à l'égalité en un Ministère de plein exercice ? • Comment recréer de la richesse en France, réindustrialiser, favoriser l'innovation ? • Quand ferez-vous de l'équilibre budgétaire de l'État, une priorité ? • Quand aurons-nous un retour sur les actions menées (limitations de vitesse/suppression ISF) ? • Comment réduire le déficit fiscal ? • À quand le remaniement ministériel ? • Quand le vote blanc sera-t-il comptabilisé ? • Moralisation de la vie publique : casier judiciaire, suppression indemnité parlementaire • Pouvez-vous réduire le nombre de parlementaires ? • Suppression cumul retraites et indemnités d'élus+ privilèges retraites • Limitation du nombre d'années de prise en charge des anciens présidents • Alors que 12 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, que comptez-vous faire pour que tous les Français vivent dignement ? • Que proposez-vous pour faire face au défi de la dépendance ? • Quand allez-vous relancer le chantier de la décentralisation ? • Comment mettre en valeur le lien social, l'entraide et le bénévolat ? • Comment soutenir et préserver l'agriculture française en tant que savoir-faire mais aussi préserver nos terres ? • Comment réduire le salaire des hauts fonctionnaires ? • Comment réformer l'Éducation Nationale pour qu'elle soit en adéquation avec le besoin et les attentes des entreprises ? • Pouvez-vous tenir compte des avis des experts plutôt que ceux des personnes qui se servent de leur influence pour faire aboutir des textes ? • Monsieur le Président, Prenez soin de nous mais prenez également soin de vous • Quand sera créée une ligne TGV Paris - Toulouse ? • Pensez-vous qu'un quinquennat est suffisant pour mettre en place vos réformes ? • Croyez-vous que sans une meilleure répartition des richesses les réformes sont possibles ? • Les agences de l'État coûtent environ 65 milliards d'euros. Serait-il possible de les évaluer pour en définir la pertinence ? • Quel est le rôle de l'État s'il ne redistribue pas de façon cohérente les ressources ? • Les politiques doivent gérer l'ensemble des réformes et non pas la finance internationale • Un meilleur contrôle et accompagnement des bénéficiaires du RSA est-il possible ? • Le Président de la République peut-il replacer l'humain au cœur de ses politiques ? • Peut-on mettre davantage les services publics en contact avec les citoyens ? • Comment favoriser la mixité sociale sans niveler par le bas et apporter une bonne qualité de services publics dans les zones les plus défavorisées ? • Peut-on mettre fin aux régimes spéciaux et remettre à plat les niches fiscales ? • Réduire le montant de la CSG pour les retraités +1/2 part des veufs et rétablissement de l'ISF • Avez-vous compris qui sont les Français d'en bas ? • Peut-on faire plus souvent des débats de ce genre ? • Quand va-t-on simplifier le 1000 feuilles ? • Pour la CSG sur les retraités, peut-on prendre en compte les revenus du foyer ? • Pourquoi ne pas avoir traité du thème de l'Éducation Nationale ? • Comment s'assurer du développement et de l'employabilité de la population active senior entre 45 ans et la retraite ? • Comment diminuer le budget de l'État sans perdre de qualité ? • Pourquoi le budget de l'État ne baisse-t-il pas sachant que de plus en plus de missions sont transférées aux collectivités locales ? • La compensation de la CSG pour les retraités devait être la disparition de la taxe d'habitation. Or cette année elle a augmenté et on dit qu'elle ne sera pas supprimée : comment concilier baisse du pouvoir d'achat et augmentation des taxes ? • Arrêter les actions contre les retraités car ils n'ont plus rien • Comment améliorer l'insertion des jeunes ? • Pourrait-on généraliser la fiscalité sur l'ensemble des habitants de la France ? • Inégalité sociale des gilets jaunes • Pourquoi ne pas avoir abordé le thème de l'Éducation Nationale ? • Quel est le plan du gouvernement en matière d'énergie renouvelable ? • Quel est le plan du gouvernement pour sortir du capitalisme financier ? • Vote obligatoire • Limiter le nombre des élus et contrôler leurs engagements • Limiter les impôts • Comment placer les médecins au cœur de la santé ? • Éolien et solaire créent des pollutions : peut-on renforcer la transition écologique par des énergies non polluantes ou par l'isolation des bâtiments ? • Pourquoi le budget du fonctionnement de la France est-il aussi élevé ? • Pourquoi a-t-on tant de députés ? • L'impôt ne devrait-il pas être universel ? • Quand va-t-on utiliser tous les outils numériques à notre disposition pour dématérialiser les documents administratifs ? • À quand un référendum sur le quota d'immigration ? • Pourquoi l'État autorise-t-il Total à faire de la prospection pétrolière en Outre-Mer alors qu'il faut réduire la production pétrolière pour respecter les engagements de la COP 21 ? • Pensez-vous justes et honnêtes les engagements pour l'écologie reportés à des dates lointaines alors que l'urgence c'est maintenant ? • Êtes-vous décidé à accomplir les réformes promises lors des élections avec un compte-rendu annuel ? • Quand pensez-vous pouvoir interdire la diffusion de produits phytosanitaires et pesticides ? • Pourquoi les recommandations de l'OMS ne sont pas appliquées dans la fabrication des médicaments ? • Quand la France va-t-elle appliquer les engagements de la transition écologique pour enfin accompagner les pays du sud et arrêter de les mettre en péril par l'exploitation de la flore et de la faune pour des intérêts économiques ? • Quelles garanties donnez-vous pour que la fiscalité écologique soit bien dédiée à la transition énergétique ? • Qu'attendez-vous pour mettre la transition écologique en priorité n°1 ? • Merci de rééquilibrer la priorité environnementale au niveau européen • Auriez-vous le courage de vous opposer à la vente d'Engie et à l'Italie des barrages hydroélectriques français ? • Pourquoi avoir autorisé les glyphosate ? • Que proposez-vous pour stopper l'activité des lobbys au profit du débat d'experts scientifiques ? • Quel moyen de contrôle l'État a-t-il sur les capitaux étrangers ? • Comment concilier investissement dans la transition écologique sans pénaliser les entreprises ? • Peut-on améliorer l'étiquetage pour les consommateurs ? • La France pourrait-elle prendre la tête des États en faveur de la transition écologique dans le monde ? • Comment faire comprendre aux Français que la transition écologique ne doit pas être une contrainte ? • Comment mettre en valeur les emplois créés par la transition écologique ? • Peut-on vérifier les importations pour leur appliquer la réglementation européenne ? • Peut-on instaurer une grille de salaires décente dans les entreprises ? • Comment faciliter l'emploi des jeunes ? • Serait-il possible d'imposer l'intéressement dans les entreprises ? • Pourquoi avez-vous trahi l'espoir que vous avez fait naître avec votre déclaration « make our planet great again » ? • Avez-vous, comme tant d'autres, abandonné la vision à long terme ? • Quand allez-vous réintroduire l'ISF dont la suppression a fractionné la société et rendre compte de son impact sur l'économie ? • Avez-vous l'intention de valoriser et développer l'enseignement professionnel ? • Quand allez-vous arrêter d'humilier dans vos propos les personnes à qui vous parlez ? • Allez-vous vraiment tenir compte des résultats de ce grand débat ? • Quand allez-vous arrêter de traiter la totalité des retraités de « Non Actifs » ? • Pourquoi l'Éducation Nationale n'a pas été choisie comme thème dans le Grand Débat National ? • Quelle est la place que vous souhaitez donner à l'école face à son dysfonctionnement ? • Comment comptez-vous faire pour donner un salaire décent à tous les citoyens ? • Que comptez-vous faire pour réduire la fracture sociale qui s'aggrave en France depuis des années ? • Pourquoi, en réponse aux manifestants, augmentez-vous la dette publique plutôt que de réduire les frais de fonctionnement ? • Que comptez-vous faire pour la formation des citoyens ? • Que comptez-vous faire pour réduire les inégalités ? • Que comptez-vous faire pour lutter contre l'évasion fiscale ? • Serait-il possible de mettre en place d'importantes mesures de protection de la biodiversité en France ? • Considérez-vous les gitans comme personnes *non grata* ? • Comment améliorer la mise en place d'une politique de la ville cohérente pour y intégrer les banlieues zones de non-droit ? • Pourquoi le thème de la famille ne figure-t-il pas dans le Grand débat ? • Continuez à réformer • Pourquoi ne pas tenir compte des propositions citoyennes vis-à-vis des technocrates qui ne prennent pas en compte le long terme ? • Pouvez-vous mettre en place un processus participatif à partir de délégués du peuple tirés au sort en vue d'élaborer la loi en partage avec les sénateurs, les députés et le Conseil économique, social et environnemental ? • Comment réduire la fracture territoriale et sociale ? • Comment conciliez-vous votre désir de promouvoir les valeurs de la République et notre refus des incivilités de tous ordres y compris des élites politiques et publiques ? • Pensez-vous qu'un débat aux questions orientées est satisfaisant et qu'il ne faudrait pas plutôt mettre fin au capitalisme pour répondre à la question environnementale ? • À quand la suppression de l'ENA ? • Quand respecterez-vous la devise liberté/égalité/fraternité ? • Allons-nous vers une 6^e République ? • Quand mettez-vous en accord les paroles et les actes ? • Augmentation de la Recherche à venir ?